

"Offenser, choquer, déranger : un droit inhérent à la liberté de la presse?"

Table ronde annuelle sur la liberté de la presse

Association Mondiale des Journaux

Göteborg, Suède, 1^{er} Juin 2008

Ali Amar, Editeur, *Le Journal Hebdomadaire*, Maroc

La plupart d'entre vous ont une image d'un Maroc qui serait une combinaison entre tradition, ouverture, modernité, proximité avec l'Europe. Un jeune roi aurait réalisé une transition démocratique exceptionnelle dans le monde arabe et peut-être aussi par rapport à la presse un modèle à suivre dans la région. Or pour ceux qui connaissent bien le Maroc et le Maghreb en particulier, ce que je dis à chaque fois dans les conférences où j'ai l'occasion de présenter la liberté d'expression au Maroc, c'est que nous avons gagné à la force du poignet un espace de liberté. Nous pensions au début jouer sur un terrain de basket et finalement on a essayé de jouer au football et on a poussé les frontières du journalisme par nous-mêmes. C'est un combat qui a été gagné par la presse indépendante et qui n'a pas été octroyé par le régime marocain. Il ne faut pas croire que le régime a changé, parce que le roi a changé. C'est une transition généalogique qu'on a eue et pas une transition de régime.

J'accorde qu'il y a tout de même des avancées très lentes et que la transition, même si elle est grippée, est tout de même relativement en marche. Donc j'ai choisi pour vous aujourd'hui un angle assez différent de ce que l'on peut trouver dans le Sud par rapport aux pays Arabes, pays musulmans en général, c'est que ce qui s'est passé au Maroc à cause des caricatures danoises, de leurs reproductions, n'est pas du fait des islamistes, n'est pas du fait de la foule, n'est pas du fait des gens qui auraient pu être plus choqués par les dessins. Et le cas que je vais vous expliquer concerne en fait ma publication *Le Journal*.

Evidemment, l'opinion publique a été choquée, mais comme vous le voyez sur cette photo, une pancarte dit « Oui à la liberté d'expression, mais non à l'incitation à la haine ». C'est quelque chose qui n'aurait peut-être pas pu exister, il y a une dizaine d'années, je veux dire la première partie de la phrase : « oui à la liberté d'expression » dans le monde arabe. C'est déjà un gain. « Non à l'incitation à la haine » : c'est tout le dilemme d'ordre moral et culturel qui n'est pas encore dépassé. On n'arrive pas encore à se dire que : pourquoi pas, on pourrait accepter la critique, même si elle concerne nos croyances religieuses.

Les manifestations en fait n'ont pas été beaucoup suivies. Quelques organisations islamistes, absolument réduites, n'ont pas pu mobiliser les masses. Le cas des caricatures au Maroc n'a pas été rassembleur, n'a pas mobilisé les foules. Quand il s'agit du conflit israélo-palestinien, quand il s'agit du conflit iraquien, il y a des centaines de milliers de personnes qui descendent dans la rue. Pour les caricatures, rien du tout.

Pour ce qui est de la presse, les médias, évidemment on était au coeur du débat, puisqu'on a suivi l'impact que cela a eu sur l'opinion internationale. Nous, nous avons parlé de symbole, de patience, de polémique autour de caricatures en invitant des experts reconnus, de tous bords d'ailleurs, des experts français, des islamologues, des sociologues, aussi des intellectuels qui ont une opinion peut-être un peu plus limitée par rapport à la liberté d'expression. Nous ne pensions pas que nous allions en réalité déclencher une réaction, non

pas de la rue, mais de l'état lui-même. Parce qu'en fait les images, le dessin, la satire, même par rapport à des enluminures, à des personnes que l'on retrouve dans les livres d'histoire, la sacralité du prophète au Maroc exclut aujourd'hui même ce genre de dessins. C'est-à-dire qu'il y a un véritable recul par rapport à l'imagerie. Ce genre de dessin peut-être ne paraîtrait plus dans les journaux marocains.

En réalité, le problème des caricatures concerne avant tout la nature du régime lui-même. Le roi au Maroc est commandeur des croyants. C'est d'abord un tabou politique. Il est monarque de droit divin. Il est sacré. Il dit de lui-même qu'il est une monarchie exécutive et évidemment irresponsable au sens politique du terme, puisqu'il prendrait toutes les décisions sans qu'on puisse le critiquer. Critiquer l'Islam, c'est mettre en cause en fait sa légitimité politique. Partant de là un journal qui a l'habitude de critiquer le roi sur ce qu'il fait, sur sa gouvernance, sur les décisions qu'il peut prendre même en matière civile, enfin des décisions qui n'ont rien à voir avec la foi, c'est aussi ébranler sa légitimité. Et *Le Journal* a toujours été très critique vis-à-vis du régime, ce qui fait qu'on a été évidemment très souvent interdit, poursuivi, boycotté, mais notre exposition internationale, le fait que l'on soit de plus en plus connu donne des difficultés au régime pour nous interdire frontalement, sachant que le régime lui-même, un peu schizophrène, essaie de vendre son image de modernité à l'international.

Donc il va utiliser un subterfuge, c'est-à-dire qu'il va essayer de nous mettre à dos l'opinion publique et il organisera lui-même des manifestations montées de toutes pièces pour discréditer la ligne éditoriale du journal. L'état va essayer de faire croire que *Le Journal* a publié les caricatures, alors qu'il ne l'a pas fait. Donc organisation de sit-ins, ces gens-là sont des faux manifestants avec des pancartes qui ont été fabriquées par le ministère de l'intérieur. Une logistique extrêmement bien huilée. Le problème c'est que nous étions là avec nos photographes, donc ils sont un peu stupides quand même. Voilà un véhicule de l'état qui ramène des manifestants devant le journal et la plaque d'immatriculation prouve qu'il appartient au ministère de l'intérieur. Les télévisions publiques aussi ont fait une couverture médiatique complètement orientée. Ils ont utilisé les enfants, ils ont fait apprendre aux enfants le texte et de faux témoignages pour dire effectivement : « Ceci est intolérable », pour créer le plus d'émotion possible. Des fonctionnaires qui sont ramenés par autobus devant les locaux du journal. La police elle-même a fourni les pancartes. C'est du service public, absolument ! Ils ont confectionné eux-mêmes des banderoles, ont apporté les banderoles avec leurs véhicules. Ces gentils manifestants ne sont pas des manifestants, ce sont des associations de quartier qui sont financées par l'état et qui ont été recrutées pour scander des slogans extrêmement hostiles, du genre : « Ayez peur, ô juifs, l'armée de Mahomet est de retour », ce genre de choses, ce genre de slogan est passé à la télévision au journal télévisé.

Evidemment nous avons fait une enquête pour démontrer tout ça et leur manipulation a fait un grand pschitt. Je dis ça aujourd'hui avec un détachement, mais il faut savoir que c'était extrêmement grave, qu'il y avait beaucoup de gens qui étaient amassés devant le journal, que notre rédaction comporte aussi des gens, des journalistes de nationalité étrangère, notamment des Français et que cela aurait pu déraper. Malheureusement. Mais la presse indépendante a repris l'enquête et a complètement décrédibilisé l'Etat.

En réalité après quelques années, et ça s'est passé il y a deux ou trois jours, un islamiste a révélé, un chef de parti islamiste marocain a révélé que finalement ils avaient été incités par le ministre de l'intérieur, qui est le numéro deux du régime, pour les encourager à manifester. C'est-à-dire que le numéro deux du régime, celui qui est le plus proche du roi, qui se dit moderne, a appelé au téléphone des islamistes pour leur dire : « Allez manifester contre Le

Journal ». Ils ont utilisé aussi les télévisions publiques pour couvrir un événement qui était monté de toutes pièces. Donc pire que les islamistes, puisque ce qui est incroyable c'est qu'aucun islamiste n'a participé aux manifestations, mais l'opération leur a été en partie attribuée. Vous voyez un peu la dangerosité de l'histoire.

Après le battage médiatique et la propagande faite contre notre publication, on a reçu des menaces. En Syrie, des manifestations extrêmement violentes ont eu lieu, alors qu'en Syrie, franchement, je pense que personne ne peut faire la moindre manifestation. Dans le cas d'espèce, des gens ont défilé, ont brûlé des ambassades, etc. Il ne faut pas oublier que les régimes dictatoriaux, même les plus softs, comme le régime marocain, comparé aux autres dictatures arabes, peut utiliser des moyens qui sont absolument ignobles pour faire taire leurs détracteurs. Et dans le cas d'espèce, ils n'ont pas hésité à utiliser cette polémique internationale en risquant de mettre le feu aux poudres pour justement faire taire une voix qui les critique.

L'Association Mondiale des Journaux, l'organisation mondiale de l'industrie de la presse, qui est basée à Paris, défend et promeut la liberté de la presse et les intérêts professionnels et économiques des journaux dans le monde entier. Elle représente 18.000 journaux et regroupe 77 associations nationales d'éditeurs, des entreprises de presse et des directeurs de journaux individuels dans 102 pays, 12 agences de presse et 11 organisations régionales et internationales de médias.